

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-neuvième session

Point 9 à l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Exposé écrit présenté par le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (Droits et Démocratie), une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

La situation en République démocratique du Congo

1. Depuis la 58e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, la situation des droits de la personne en République démocratique du Congo continue de se détériorer gravement en partie à cause de la persistance de la guerre qui a débuté en août 1998. La poursuite du processus de paix, caractérisé par la tenue du Dialogue intercongolais prévu à l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et qui s'est tenu à Sun City pour continuer ensuite à Pretoria par et des négociations successives à Pretoria et le déploiement de la phase III de la Mission d'observation de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC), n'a rien changé à cette situation.
2. La continuation des combats, en particulier dans le nord est de la RDC et la reprise des combats dans le sud-est, mettent en danger la mise en oeuvre des différents accords signés : l'accord de Pretoria entre le Rwanda et la RDC; l'accord de Luanda entre l'Ouganda et la RDC et en particulier l'accord inclusif et global entre les représentants des composantes au Dialogue intercongolais signé le 17 décembre 2002 à Pretoria.
3. Le rapport soumis par Mme Lulia A. Motoc, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en RDC à l'Assemblée générale de l'ONU ainsi que son présent rapport à la 59e session, le rapport particulier de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extra-judiciaires concernant les exactions suite à la mutinerie de Kisangani corroborent les analyses des nombreuses organisations congolaises de défense des droits humains, nos partenaires en RDC.
4. Concernant les droits civils et politiques, la situation est aussi dramatique dans la partie sous contrôle gouvernemental que dans les territoires occupés par les forces rebelles du RCD, du MLC et du RCD-ML soutenues par le Rwanda et l'Ouganda.
 - Malgré le retrait formel des troupes rwandaises et ougandaises, la répression des populations civiles par ces troupes et leurs alliés congolais continue dans l'Ituri et le Sud-Kivu. De ce fait les résistances civiles continuent d'être réprimées par le biais de harcèlements incessants contre les dirigeants des églises et autres organisations de la société civile, d'arrestations arbitraires, voire des disparitions forcées et des exécutions arbitraires et la pratique de la terreur en particulier en milieu rural;
 - Le gouvernement de Kinshasa continue de maintenir l'existence d'une Cour d'ordre militaire pourtant décriée par les organisations des droits de la personne du fait qu'elle juge à la fois des militaires et des civils et applique la peine de mort sous forme d'exécutions sommaires. Cette cour vient de prononcer la peine de mort contre 30 personnes présumées assassins du président L.D. Kabila ainsi que de nombreuses autres sentences dont la prison à vie contre des dizaines d'autres dans un procès pour lesquelles le droit des accusés à un procès équitable n'a pas été respecté. De

plus les condamnations à mort prononcées le 7 janvier 2003 vont à l'encontre de l'engagement pris devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU en mars 2001 par le chef de l'État congolais de maintenir le moratoire sur la peine de mort. Ce moratoire a été levé le 23 septembre 2002 et peu de temps après, le procureur de la république a requis la peine de mort contre 115 des 135 accusés;

- Le gouvernement de Kinshasa continue sa pratique des arrestations arbitraires et des obstacles arbitraires à la liberté de circulation pour certains responsables d'organisations politiques ou de la société civile même s'il l'on peut saluer la libération de plusieurs prisonniers politiques et d'opinion, les mesures formelles visant la libéralisation de l'espace politique et l'implication de ce gouvernement dans le processus de paix.

5. Dans l'ensemble, les droits économiques et sociaux ne sont pas respectés du fait que la situation sociale et économique demeure toujours catastrophique dans tout le pays. Le rapport du panel des experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RDC a prouvé l'existence d'un système organisé de réseaux visant à continuer de spolier les ressources économiques du pays même après le retrait des troupes étrangères. Selon les organisations congolaises dont les propos sont corroborés par le rapport récent du panel des experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles, ces nouveaux réseaux ne profitent ni à la population de la RDC ni à celle des pays voisins impliqués dans la guerre. Cette économie de guerre ne profite qu'à quelques individus civils et militaires et firmes qui contrôlent ces nouveaux trafics tant que la guerre perdure.

Dans la partie sous contrôle gouvernemental, malgré les mesures de stabilisation économique, les maigres ressources disponibles ont été orientées vers l'effort de guerre. Le coût de la vie a augmenté; les soins de santé ne sont pas accessibles pour la majorité de la population, les infrastructures sanitaires de santé publique sont désuètes en plus de ne pas être généralisées. Le taux de mortalité infantile a augmenté dû à la malnutrition et au manque de traitement des maladies bénignes. Des maladies endémiques réapparaissent dans des régions où elles étaient sous contrôle. On constate aussi l'expansion du virus VIH et des cas d'affection du SIDA. Le système scolaire ne fonctionne plus à sa pleine capacité.

6. Dans les territoires occupés, un système de taxation parallèle ainsi que le système organisé de dilapidation des ressources naturelles et économiques par l'intermédiaire de réseaux de trafiquants continuent de fonctionner au détriment de la population.

7. Le nombre de personnes déplacées à cause de la guerre dans des endroits inaccessibles aux organisations humanitaires se compte en centaines de milliers. Les champs ne sont pas cultivés ou entretenus, les denrées ne sont pas évacuées vers les centres de population, ce qui conduit les organisations humanitaires internationales, sous la coordination de l'ONU à déclarer la situation de catastrophe humanitaire à plusieurs endroits du pays.

8. Les organisations de défense des droits de la personne, sont d'avis que les crimes de guerre et crimes contre l'humanité et violations au droit humanitaire international commis pendant cette guerre résultent en partie de l'impunité tacite accordée par la communauté internationale aux responsables et commanditaires de violations massives et de crimes commis durant la guerre de l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo) en 1997-98.

9. Les femmes continuent d'être négligées dans le processus de paix en RDC malgré le fait qu'elles sont les plus grandes victimes de cette guerre et cela en violation de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur l'intégration des femmes dans les résolutions des conflits et la consolidation de la paix. De plus dans les zones de guerre du pays, l'impunité continue de caractériser les violations massives des droits des femmes et les filles en particulier par les acteurs non-étatiques.

10. La Commission d'enquête internationale composée de trois membres, le Rapporteur spécial pour la RDC, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires et un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées dont le mandat a été renouvelé lors de la 58e session de la Commission des droits de l'homme n'a pas avancé dans son enquête compte tenu de la situation de sécurité sur le terrain.

RECOMMANDATIONS

Droits et Démocratie demande à la Commission des droits de l'homme de :

1. Renouveler le mandat du Rapporteur spécial pour la République démocratique du Congo;
2. Renouveler le mandat de la mission internationale d'enquête composée de trois membres, le Rapporteur spécial pour la RDC, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires et un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées sur les violations massives en RDC pendant la guerre de 1996-97 composée de, prévu par la résolution de la Commission des droits de l'homme 2002/14 en l'étendant pour couvrir les violations massives des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité commis pendant la présente guerre, en particulier dans les provinces du Sud Kivu, du Nord Kivu et de la province orientale dans le souci de traduire les coupables devant la justice;
3. Envisager la mise sur pied d'un tribunal international pénal ad hoc pour la RDC par le Conseil de sécurité des Nations Unies tel que recommandé par les délégués réunis au dialogue intercongolais de Sun City en Afrique du Sud en avril 2002;
4. Encourager les organes de l'ONU en particulier la MONUC et le nouveau gouvernement congolais de promouvoir de façon vigoureuse l'application de la résolution 1325 sur la contribution des femmes dans la consolidation de la paix dans les situations de conflits.